

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

29 mai 2014

Montréal

Intervieweur : Yves Bergeron

Interviewé : Marcel Masse

00:00:00:00	
00:00:05:12	Yves Bergeron : Bonjour M. Masse ! Merci d'avoir accepté de revenir sur votre expérience et nous raconter, au fond, la genèse des relations franco-québécoises parce que, d'une certaine manière, on peut dire que vous êtes un des artisans de la reprise des relations franco-québécoises. Mais avant d'occuper vos postes officiels, quelle était votre perception des relations franco-québécoises ?
00:00:29:22	Marcel Masse : D'abord, il faut partir de l'idée que je suis originaire d'une région très française, très francophone, la région de Lanaudière. Bien que près de Montréal, la capitale, c'est Joliette. Alors, il y a peu d'anglophones. Donc, pour nous, c'est un monde qui vit en français. Et à partir de là, dans l'après-guerre, avec les moyens de transport plus accessibles, plus faciles pour se rendre en Europe, les années 50, l'année sainte, mes parents sont partis et ont pris l'avion dans un de ces très nombreux voyages organisés un peu partout à travers le Québec et ont franchi l'océan pour la première fois et ils sont allés en Europe, particulièrement à Paris et à Rome.
00:01:15:12	Donc, dès le début, à 10, 12, 13 ans, déjà, tes parents sont allés en Europe, ils te racontent ça, ils reviennent avec des films, des diapositives, et les familles se rassemblent pour voir les fameuses diapositives. Alors là, c'est donc très jeune, non pas à l'école, mais par le milieu familial, une prise en compte de l'architecture et de tout ce que ça représente. Alors, deuxième grand coup : à Joliette, on est près du Séminaire de Trois-Rivières. Et au Séminaire de Trois-Rivières, Monseigneur Albert Tessier s'occupe des écoles d'enseignement ménager. Il avait un correspondant belge, l'abbé Rouilloux, avec lequel il travaillait à définir cette question des écoles d'enseignement ménager des années 50 au Québec. Alors l'abbé Rouilloux, à la demande de Tessier, organise régulièrement, tous les ans, un voyage pour un certain nombre d'étudiants et c'est ainsi qu'en 55, je crois, au mois d'août, je suis parti avec une trentaine d'étudiants de la région de Joliette et de Trois-Rivières, y compris un copain de l'époque, Bernard Landry, qui est devenu premier ministre du Québec. Il se retrouve avec beaucoup d'autres. Donc, la trentaine, on s'en va en Europe.

00:02:38:13	Et on a fait le tour. L'abbé Rouilloux était un conférencier, un pédagogue exceptionnel. On est allés partout, dans les lieux qui comptent, Versailles... Ça a duré trois semaines, on est allés à Rome, etc. Mais donc, c'était une prise en compte directe par des conférences sur place par un pédagogue extraordinaire. Donc, à partir de là, de la famille puis de ma propre expérience, je poursuis mes études ici en pédagogie, donc en enseignement, à l'École normale. Après, en histoire, avec Michel Brunet, M. Séguin à l'école de Montréal. Avant de commencer à enseigner à l'école publique, parce que tous mes copains étaient dans ce monde-là, et c'était l'époque où on a ouvert énormément aux laïques l'enseignement. J'ai décidé d'aller passer deux ans, dans mon esprit, deux ans en France à l'école des sciences politiques, sur la rue Saint-Guillaume, à l'institut des sciences politiques.
00:03:44:29	Je m'inscris, et je me suis marié la journée de mon départ. Puis je me suis aperçu, au fond, que deux ans, ça pouvait mener à l'enseignement universitaire. Mais c'était pas ça qui m'intéressait, moi, c'était de profiter de ces deux années-là pour m'imbiber, je mets ça entre guillemets, de l'Europe, de sa culture, de son théâtre et de tout. J'ai décidé de m'inscrire plutôt comme auditeur libre une année à Paris et auditeur libre dans une autre école du même type à Londres, pour avoir les deux facettes. Ce qui m'intéressait, c'est l'histoire, l'histoire internationale, l'histoire des États-Unis, l'histoire de l'Europe, l'histoire des relations diplomatiques, des partis politiques. En fait, des professeurs comme Duverger... Et le maître de conférences, à Paris, qui toutes les semaines, réunit une dizaine d'étudiants pour toute la durée de l'année, à chaque semaine, une demi-journée, le maître de conférences, c'était Jacques Chirac, qui deviendra le président français qu'on connaît, dans les années qui ont suivi. Alors, j'ai passé une année avec lui à voir des cas d'espèces, comme on disait. On prenait la guerre de 14... Tout le monde avait un petit bout de leçon ou de devoir à faire, puis la discussion de la demi-journée portait là-dessus.
00:05:03:12	Donc, j'ai beaucoup appris à ce moment-là, par l'intérieur et j'ai profité... Tous les week-ends, on allait à l'opéra ou à la Comédie-Française, mais en haut, en haut, dans le poulailler comme on dit, où les billets étaient à 25 cents, 50 cents. J'avais énormément de théâtre, les musées, c'était d'abord et avant tout pourquoi j'étais là. Mais en plus de ça, auditeur libre. Et durant l'été, on a voyagé, et les vacances de Pâques, la même chose.
00:05:35:14	À Londres, l'histoire britannique, l'histoire des États-Unis, le Commonwealth britannique, l'histoire des partis politiques en Angleterre. Alors quand je suis revenu ici, j'étais très sensibilisé à tout cet aspect-là. Alors dans ce cadre-là, c'est certain que pour moi... et j'ai poursuivi mes études après et je suis rentré dans l'enseignement. Peu de temps après, j'ai été happé par le débat politique. J'avais donc une connaissance, je pourrais dire, presque intime de la réalité à ce moment-là.
00:06:13:24	YB : Dans les années 50, quels sont les projets du gouvernement de Maurice Duplessis, qui était chef de l'Union nationale... Quels sont ces projets qu'il avait envisagés pour les relations avec la France ?

00:06:26:16	<p>MM : Alors, c'est très important parce que moi, je suis de ceux qui croient que l'histoire, c'est un continu. Chaque jour apporte la pierre du lendemain. Et ça évolue comme ça. Je ne crois pas, à moins de faire des révolutions violentes, qui pour une raison ou pour une autre éclatent, et là, c'est la violence totale, comme la Révolution russe ou la Révolution française ou anglaise, ou la Révolution américaine. On ne peut pas beaucoup parler de nos révolutions à nous... C'est vrai qu'il y a eu les Patriotes, mais ça n'a pas été de même niveau. Je crois, donc, que les révolutions se font par d'autres choses, à mon avis, que la violence, dans l'évolution. Dans le cas dont on parle, c'est la révolution des transports. L'Empire romain a existé par les routes romaines, qui permettaient d'aller partout. La victoire du Nord de la guerre de Sécession aux États-Unis, c'est parce qu'il y avait les chemins de fer par rapport au Sud, pour rendre les armements et les soldats.</p>
00:07:23:15	<p>Or, les années 50, c'est le transport, c'est l'avion. Après la Deuxième guerre, il y avait des aéroports partout. Ici, à Terre-Neuve, partout, en Islande et en Irlande, pour pouvoir rendre les hommes et les soldats. Donc, après la Guerre, ça s'est amélioré au point de vue technologique. Les années 50, c'est l'éclatement. Que ce soit Trans-Canada Airlines ou Air France, qui vient s'établir ici, à Montréal, et qui assure des services quotidiens. Les paquebots sont de plus en plus importants, ça prend de moins en moins de temps traverser l'océan. Donc, pour la première fois, c'est accessible en grand nombre. Alors beaucoup de jeunes vont étudier là, en France, à ce moment-là, plutôt qu'aux États-Unis, parce que l'appel était de ce côté-là. Il n'y a pas un village au Québec, où il n'y a pas eu, durant ces dix années-là, des gens qui sont allés en France.</p>
00:08:19:24	<p>Il y a eu tout le développement, ici à Montréal, par exemple, des variétés lyriques. Les variétés lyriques. Le Monument-National. Au milieu des années 50, c'est là que ça a commencé... L'opéra, l'opérette. Tout d'un coup, à partir des années 52, 53, les vedettes françaises venaient ici : Guétary, Luis Mariano et les vedettes internationales. C'est ça qui a poussé... on l'oublie, mais... qui a poussé le gouvernement à réaliser la Place des Arts. Parce qu'il y avait de plus en plus de monde. Tout ça, c'était relié, donc, à l'Europe et à l'aviation. Au même titre qu'on est passé du Monument-National à la Place des Arts, à la même époque, parce que ça suscitait de l'intérêt de part et d'autre, il y a eu des grandes foires, des grandes expositions sont organisées. En 1955, je crois, le Palais du commerce, qui était le grand truc à ce moment-là... Je me souviens même d'y être allé. Là, on découvrait la France, avec son économie, sa culture, ses bâtiments...</p>
00:09:20:00	<p>Là, il y a eu un appel de l'autre côté, en même temps. Les grands magasins du Louvre en 58, à Paris, ont organisé une grande exposition, avec un orignal dans une vitrine, en passant. Une grande exposition ! Il y a eu plus d'un million de Parisiens et de Français qui sont allés à cette exposition. Alors on sent un ébouillement entre les deux. Et le mythe que tout a commencé au Québec en 60, à mon avis, c'est mauvais parce que c'est contre la réalité historique. Donc, il y a eu une évolution.</p>

00:09:48:07	Alors qui était là ? Le président Auriol était venu... Le président français avait été accueilli au Canada, donc au Québec. Et Duplessis sentait fort bien ça parce que ça se passait pas uniquement dans l'élite, cette rencontre-là. C'était répandu dans les écoles et tout. Alors le Canada... Le Québec avait depuis longtemps une agence, un bureau à New York pour régler les problèmes particulièrement d'énergie. Donc le premier bureau que le Québec a eu, sur le plan international, c'est avec les États-Unis, pour des raisons économiques. D'ailleurs, l'Ontario à peu près à la même époque.
00:10:21:05	Alors là, les gens ont commencé à dire : « Pour quelle raison on n'aurait pas, nous aussi, une agence à Paris ? » Vous vous souvenez qu'on avait déjà eu des relations Québec-France. Ça ne datait pas d'hier. Il y avait eu Hector Fabre qui était là dès la fin des années 1800, qui a représenté le Québec et le Canada. Mais ça avait été fermé à la Première guerre et ça n'avait pas repris. Laurier avait tenté, comme premier ministre du Canada, d'ouvrir une agence lui aussi, à la même époque, à Paris. Et ça a été refusé parce que l'Angleterre s'y était opposée. Laurier, Wilfrid Laurier, en 1902, je crois, a poussé pour avoir une représentation en France, et c'est l'Angleterre qui s'est opposée. Les Français n'ont pas voulu se mêler des choses.
00:11:10:14	Comme quoi la poussée vers l'international, que ce soit par le Canada ou le Québec, ça a été d'abord d'ouvrir une porte, d'ouvrir un bureau à Paris. Alors la même chose se présente. L'ambassadeur du Canada, Jean Désy, qui est ambassadeur du Canada à Paris, est le premier à réaliser que ce serait quand même bien si le Québec avait un bureau. D'autant plus que lui prenait sa retraite. Il se voyait fort bien aller développer le bureau du Québec. Alors on peut dire que c'est parce qu'il avait des intérêts. Par contre, l'ambassadeur suivant, qui est M. Dupuis, Pierre Dupuis, qui a été à l'Expo après, Pierre Dupuis, ambassadeur du Canada, poussait cette idée-là, lui aussi, que le Québec se donne un bureau. Et c'est lui qui motivait M. Duplessis à venir ouvrir le bureau à Paris. On est dans les années 57, 58, 59. À ce moment-là, Duplessis commence à se dire « Oui, pourquoi pas ? » Parce qu'il était poussé, un peu, par une forte élite au Québec, que ce serait une bonne affaire d'avoir là... Et il inscrit au budget de l'Assemblée nationale un montant pour s'y rendre. Mais malheureusement, il arrive en fin de vie et il ne peut pas s'y rendre. Mais ça a continué, ça.
00:12:26:17	Lorsqu'Antonio Barrette, en 60, est premier ministre du Québec, le 28 janvier 1960, Antonio Barrette, premier ministre du Québec, annonce la volonté de son gouvernement d'ouvrir un bureau à Paris et, en passant, non plus d'appeler ça une agence, mais une délégation générale. C'est Duplessis qui avait inventé le mot « délégation générale » pour montrer que ce n'était pas soumis à la responsabilité du fédéral, comme le mot « agence » traditionnellement. Donc, le mot « délégué général » viendrait de Duplessis. Alors il annonce ça, le chef de l'opposition, M. Lapalme, donne son appui entier à cette idée-là. Et le gouvernement perd au mois de juin. Et dès le mois de septembre, Georges-Émile Lapalme est à Paris, il rencontre M. Malraux et puis finalement, un an après, la délégation est ouverte.
00:13:22:18	Alors il y a donc continuité. On peut dire « Ah ! Tout a commencé en 60 ! », on peut dire « Ah ! Tout a commencé en 50 ! », on peut dire « Ah ! Tout a commencé en 39 ! ». Alors il y a une continuité dans notre présence en France.

00:13:37:02	YB : Mais donc, en réalité, tout ça a commencé avant ce qu'on va appeler plus tard la Révolution tranquille.
00:13:42:14	MM : Oui, parce que pour moi...
00:13:45:21	YB : ... qu'on associe toujours à Lesage.
00:13:47:12	MM : C'est ça. Eh bien, c'est complètement faux. Je pense qu'il y a la propagande, à l'intérieur de ça, des partis politiques. Quand on défait un régime, évidemment on le fait parce qu'on promet des choses, etc. Et comme le régime est en fin de période, il est plutôt détesté. Mais autant à la fin de période, Duplessis était détesté, autant la même chose est arrivée à Lesage, qui s'est fait battre en 66. Mais quand on regarde l'histoire, il ne faut pas la regarder de haut en bas, il faut partir d'en bas et monter d'en haut. Et c'est là qu'on voit la continuité des choses.
00:14:21:15	YB : Quelques années plus tard, en 67, c'est une année charnière, c'est une année importante. Le général de Gaulle va jouer un rôle très important, majeur même. Vous avez eu l'occasion d'être un des acteurs aussi. Vous l'avez accompagné.
00:14:39:15	MM : Oui. Alors 67, c'est une année importante au point de vue de la coopération, mais encore là, elle est placée dans un circuit. Pour comprendre 67, il faut revenir un petit peu en arrière. Revenons en 60. Donc, en 60, c'est publiquement que le Québec annonce qu'il va avoir une délégation. C'était déjà connu dans les circuits. Le consul de France à Québec l'avait déjà fait savoir au Quai d'Orsay. Et en 60, deux mois après l'annonce d'Antonio Barrette, le général de Gaulle est à Québec. Le général de Gaulle a pris le pouvoir en 58. En 60, c'est son premier grand voyage. Il vient évidemment aux États-Unis rencontrer le général Eisenhower. Mais il ne veut pas venir aux États-Unis sans d'abord commencer par le Canada. Il arrive, il rencontre M. Diefenbaker à Ottawa. Et ensuite, il vient à Québec et Montréal. Et pour le général de Gaulle, le Québec n'était pas inconnu. Dès août 1940, à l'époque de la France libre, il avait lancé un message vers les Canadiens français, d'aider la France. Donc, il connaissait les choses. Il était revenu en 44 ici, en 45 également. Chaque fois qu'il venait ici, il s'intéressait énormément au Canada français. En 60, il a pris le temps voulu, d'un voyage important, et le message qu'il livrait ici est la base de celui de 67. Si on veut comprendre ce qui s'est passé en 67, il faut d'abord analyser 60.
00:16:30:16	YB : C'est intéressant car l'histoire, la mémoire collective ne retient de de Gaulle que 67. Comment on l'explique, en fait ? Je comprends bien que vous faites le lien, vous avez suivi systématiquement ses relations avec le Québec, parce que c'est pas spontané en 67, les choses se préparent bien avant.

00:16:53:14	<p>MM : À mon avis, c'est ça, l'histoire. C'est toujours « Qu'est-ce qui s'était passé avant ? » plutôt que « Qu'est-ce qui s'est passé après ? » Parce que l'après, c'est l'avant de quelque chose d'autre. Donc, il faut toujours mettre dans le contexte et on comprend mieux l'événement parce qu'on sait d'où vient l'événement. Puis on peut imaginer, après ça, où on s'en va. Ça, c'est une autre histoire. Alors donc, il vient ici et les thèmes qu'il exploite... Le premier thème, c'est : « Vous êtes une réussite ! Nous devons en être fiers ! » Et ça revient continuellement dès la première fois qu'il rencontre M. Diefenbaker d'ailleurs. La première chose, c'est le mot « histoire ». Le premier mot qu'il a prononcé avec Diefenbaker... Pour lui, la France et le Canada, c'est l'histoire. L'histoire d'un peuplement français qui s'est établi ici, qui a apporté un rayon de sa civilisation. Et puis la spiritualité de l'Église catholique. Il développe ça devant Diefenbaker pour bien prendre ses marques. Il n'est pas ici... Il est ici techniquement comme un étranger, mais il est ici partie d'un morceau de son peuple.</p>
00:18:01:25	<p>Dès 60, il a pris... À Ottawa, la première chose qu'il a dite à Diefenbaker, c'est un rappel historique du pourquoi il est ici. Après ça, il va à Québec. À Québec, il a des rencontres avec Antonio Barrette. On ne peut pas croire que connaissant lui, par les rapports qu'on lui avait faits, de la volonté d'ouvrir une délégation à Paris, qu'il n'en ait pas parlé avec... On n'a pas de documents, mais c'est évident, ça ne peut pas être autrement. Il y a un grand banquet au Château Frontenac, le soir, au mois d'avril. On voit les photos de ça. Une photo qui a paru dans <i>L'action catholique</i>, dans tous les journaux, une grande photo dans la salle de bal du Château Frontenac.</p>
00:18:49:13	<p>J'étais là à la salle de bal du Château Frontenac en 67. Vous voyez les mêmes tables au même endroit. La même table d'honneur avec cette fois-ci le général de Gaulle et Barrette, alors que nous, c'était le général de Gaulle et Johnson. Le cardinal... Le même monde est là. Le lendemain, dans le journal <i>L'action catholique</i>, le titre, grosse manchette : <i>Deux chefs d'État fraternisent</i>. « Deux chefs d'État fraternisent » et vous voyez cette grande photo. On se croirait en 1967. Je trouve que c'est un grand malheur que de ne pas connaître son histoire, de ne pas avoir de mémoire de son histoire. Parce qu'on vit dans l'actualité et c'est difficile de comprendre ce qui se passe parce qu'on ne sait pas d'où on vient. C'est pour ça que j'insiste tellement sur des questions d'histoire et de mémoire. Donc, tout son appel, c'était de donner de la fierté à ce peuple. De lui dire combien il avait bien réussi. Et que la France se réjouissait de ce succès. Il est allé à l'Université Laval. C'était Monseigneur Parent, celui du rapport Parent, qui était le responsable à ce moment-là. Et il a fait un grand échange, discours, sur l'importance pour les universités du même monde, de la « chose française », je mets ça entre guillemets parce que c'est ainsi qu'il s'exprimait, d'être continuellement en échange et de travailler en commun, donc d'ouvrir. Avant même que ça commence, des échanges au niveau universitaire entre la France et le Québec, c'était déjà là en 60 dans un discours du général de Gaulle.</p>

00:20:33:23	Après ça, il revient à Montréal, c'est la même chose : « Ville de réussite ». C'est à peu près les mêmes mots qu'il a employés au fameux balcon de l'hôtel de ville. À peu près les mêmes mots quand il a rencontré le maire après un déjeuner, un toast. C'était le maire Sarto Fournier. Alors quand on regarde ça... On a découvert récemment l'enregistrement des discours de de Gaulle et de Barrette. C'est incroyable quand on écoute ça ! On se croirait en 67. Alors, ce que je retiens, qui est très important, c'est que de Gaulle était sensible à la question québécoise et deuxièmement, que c'est lui qui motivait la rencontre des deux. Parce que ça va revenir, cette affaire-là.
00:21:26:15	On revient maintenant en 67. Qu'est-ce qui s'était passé entre les deux ? Il y avait eu la signature d'accords avec le Parti libéral de Jean Lesage, les premiers accords sur l'éducation...
00:21:37:24	YB : Les grandes orientations.
00:21:39:14	MM : ... et sur la culture. Les grandes orientations. Mais à ce moment-là, quand de Gaulle est revenu en France, il avait donc insisté auprès de son personnel pour dire que cette question québécoise d'ouvrir un bureau, il faut y accorder énormément d'importance. Le Québec est différent de la France, la France est différente du Québec, mais il y a lieu de travailler et de collaborer, de coopérer. C'est la commande qu'il avait donnée. S'il a donné cette commande-là, c'est qu'il en avait perçu l'intérêt ici. Et si les choses se sont passées aussi rapidement, c'est parce que de Gaulle y a mis le poids. Et lorsque Malraux a rencontré Georges-Émile Lapalme, et qui demandait d'ouvrir le bureau, Malraux a dit : « Régulièrement, de Gaulle nous demande où on en est avec le Québec, etc. »
00:22:29:22	Donc, la volonté, la coopération France-Québec et l'ouverture du Québec sur le monde est d'abord motivée pas parce qu'on est dans les années 60, mais parce que Charles de Gaulle est président de la République française et qu'indépendamment des grognements d'Ottawa ou des gens qui ne comprenaient pas, il a insisté. Et c'est comme ça... On doit la coopération au transport et on doit la réalité de la coopération à Charles de Gaulle.
00:23:00:11	YB : En 1966, changement de gouvernement, l'Union nationale revient au pouvoir. Daniel Johnson est premier ministre et il doit, donc, préparer la venue du général de Gaulle en 67. Comment entrevoit-il les choses ?
00:23:12:11	MM : Vous avez raison de poser la question parce que pour comprendre le voyage du général de Gaulle au Québec, il faut regarder sa visite, du général, en 60. Eh bien il y a eu un changement. C'est que c'est Daniel Johnson qui est premier ministre et non plus Jean Lesage. Alors si on veut comprendre 67, il faut voir comment Daniel Johnson a fait le contact avec le général de Gaulle. Parce que c'est pas arrivé par hasard, ça non plus.

00:23:38:23	<p>Alors Daniel Johnson est chef du parti de l'Union nationale. Moi, j'ai eu l'occasion de... Ma première rencontre avec lui, c'est quand il est venu à Joliette au mois de novembre 63. Il est venu comme chef de l'opposition. Et j'étais à ce moment-là président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Joliette, président du syndicat des enseignants, du conseil des arts, de trois, quatre affaires. J'avais 27, 28 ans à ce moment-là. Fort actif dans la région ! Le député Majeau de l'Union nationale avait expliqué qui j'étais à M. Johnson. Alors quand je suis allé à l'hôtel de ville, à la réception civique, bon, il a eu des mots charmants, etc. Puis, M. Majeau m'a invité avec... Il y avait une espèce de réception après, chez lui. Je me suis rendu. C'est à partir de là que la chimie a commencé à prendre avec le temps. C'est du côté du programme de l'Union nationale que j'ai travaillé. Je suis même revenu passer en 65 une partie de l'été en France, pour travailler avec les autres partis politiques, pour voir quels sont les programmes, comment ils le voient, du parti communiste au parti gaulliste, pendant un mois et demi de temps.</p>
00:24:51:22	<p>Alors j'étais très près, pour Johnson, de la relation avec la France, dans son équipe à lui. Alors avec le temps, l'Union nationale gagne et c'est perçu très négativement en Europe parce que l'image transmise par la presse canadienne de ce qu'était l'Union nationale... Ça a été la grande surprise, d'abord, que l'Union nationale soit élue, mais c'était une image passablement négative. Dès le début, dès le mois de juin, juillet 66, il a dépêché en France des gens de son équipe, Paul Gros d'Aillon et Jean Loïselle, pour aller rencontrer les représentants du gouvernement et des médias, pour expliquer que l'Union nationale, c'était pas nécessairement la bête immonde de la stupidité québécoise, mais c'était un parti d'opposition qui avait un programme, etc.</p>
00:25:43:01	<p>Donc Johnson a attaché, dès le départ, une importance au fait d'enlever ce négatif chez les dirigeants français. Au mois de septembre suivant, le président Senghor, le président du Sénégal, vient à Québec. Il y a une rencontre entre Senghor et Johnson. Et Johnson déclare clairement au président Senghor que pour lui, la participation du Québec à la francophonie, c'est essentiel. C'est clair. Il va faire tout ce qu'il peut pour être partie de la francophonie. Pourquoi ? Parce qu'il faut sortir le Québécois de son isolement imaginaire et l'inscrire dans un monde plus large que le Québec, un monde en français plus large que le Québec. Alors que, pour nous, le monde plus large, c'est l'Amérique du Nord, et le monde plus large est tout en anglais. Donc il faut compenser ça.</p>
00:26:43:25	<p>Et indépendamment de la volonté d'Ottawa ou pas, il faut briser ce cercle-là. Ce n'est donc plus, comme à l'époque de Lesage, des instruments de coopération entre la France et le Québec. Avec Johnson, la motivation est de sortir du Québec et il employait le terme de l'oxygène. Les Québécois ont besoin d'oxygène en français pour pouvoir réaliser qu'ils ne sont pas un sous-peuple dans le nord de l'Amérique du Nord, mais un peuple partie d'une grande civilisation, d'une grande culture. Pour M. Johnson, c'était très important. Il l'a exprimé, et j'étais là, avec Senghor.</p>

00:27:24:26	Peu de temps après, qui apparaît pour prendre contact avec le gouvernement du Québec ? Le ministre des Affaires extérieures, Couve de Murville. Il est à Ottawa, évidemment, parce qu'il fallait toujours plier le genou à Ottawa d'abord. Il venait rencontrer Johnson parce qu'il voulait connaître et comprendre les motivations de M. Johnson. Il y a eu, là encore, des conversations fort intéressantes, où M. Johnson a repris le thème de placer le Québec dans un plus grand tout français et qu'il ne pouvait pas réaliser ça sans la participation et la volonté de la France.
00:27:59:17	Et deuxièmement, il a expliqué sa volonté de vouloir renégocier la constitution canadienne basée sur la théorie des deux nations, et il ne pouvait pas négocier seul contre neuf provinces et le gouvernement fédéral. Il avait besoin d'alliés. Et c'est à partir de là qu'il faut comprendre tout le jeu de l'allié. Pour M. Johnson, la France doit être un allié dans la négociation canadienne, un allié de poids qui donne un œil international à la négociation et qui fait que le Québec n'est plus un contre tous les autres. Et ça, ça a joué tout le long de l'opération. Et c'était déjà planté dans son esprit, au début d'octobre, de le faire.
00:28:44:04	Alors il écrit donc une lettre, une deuxième lettre au président français. Il avait écrit parce que le président français l'avait félicité, bon, une lettre protocolaire, « Je vous remercie de vos félicitations ». Ça, c'était au mois de juillet. Après ça, il recommence. Là, il avait compris, M. Johnson. C'est à ce moment-là qu'il y a l'Expo. L'Expo 67 s'en venait. Avec son cercle, avec André Patry... J'étais de ce groupe-là, avec tous ceux qui s'intéressaient à ça. S'est développée la stratégie de dire qu'il y a une soixantaine de chefs d'État qui vont venir ici, invités par le gouvernement fédéral. L'Expo est à Montréal, est au Québec. Il nous faut jouer un rôle d'accueil important. C'est une occasion en or, la première de notre histoire, de faire connaître la réalité québécoise, qui est distincte de la réalité canadienne. Et deuxièmement, d'expliquer le malaise constitutionnel du Canada pour qu'à travers les chefs d'État, tout...
00:29:43:18	C'était la première fois ! Je le sais, j'y ai participé. C'était la première fois qu'ils entendaient parler du Québec, ces gens-là, dans la grande majorité, qui réalisaient que le Québec était français. J'étais... J'avais été nommé par M. Johnson au mois... quelques mois plus tôt, en avril 67, ministre délégué à l'accueil des chefs d'État. Je me souviens fort bien, on allait... C'était tout un scénario qui avait été bâti avec André Patry. Le chef d'État s'assoit dans la même voiture, André Patry était à côté du chauffeur. Et là, je commençais à expliquer le Québec, un pays de langue française, etc.
00:30:17:24	On arrêtait à l'Université Laval, il y avait la maquette de développement de l'Université Laval. Là, ils saisissaient qu'il y avait même des universités dans ce pays en français. « Comment faites-vous ? » Après ça, on passait, on arrêtait aux Champs-de-Bataille. On voyait de la place Alexandre la beauté du fleuve. Après ça, dîner d'État, rencontre avec M. Johnson. On les a faits systématiquement. Et on a monté, pour la première fois, un service de protocole. Le Québec n'avait pas de service de protocole. André Patry a été nommé chef du protocole.
00:30:49:29	À Ottawa, mais ça gueulait de partout, une bataille à ne plus finir. Parce que pour eux, c'était inacceptable que le Québec s'incruste dans une opération qui était supposée être une opération canadienne, pour vendre le Québec. Alors ça a été une période... Réellement, les assiettes se promenaient en arrière du Rideau.

00:31:14:12	<p>Mais pour vous montrer jusqu'à quel point ça va. Donc, il l'invite une deuxième... Il invite le président de Gaulle à venir au Québec. Alors cette invitation se fait directement et ne passe pas par à Ottawa. Donc, au cours de l'automne. Le président de Gaulle ne veut pas venir au Québec. Dès la première invitation que le Canada avait faite en 64, il ne veut pas venir au Québec. Pourquoi ?</p>
00:31:42:16	<p>On le voit très bien dans les archives, par les expressions qu'il avait marquées à côté des invitations. « Je n'irai pas célébrer la Confédération canadienne, c'est-à-dire la mise en tutelle d'une partie du peuple français. » Il ne voulait pas venir ici célébrer la victoire des anglo-saxons et la mise en minorité des francophones.</p>
00:32:10:29	<p>Souvenez-vous du de Gaulle de 40, de 44, de 45, de 60. Il répond : « Non, je vous invite, M. le premier ministre, à Paris. » Mais il n'a pas dit dans la lettre qu'il ne voulait pas venir, mais il n'a pas répondu sur la partie de l'invitation, il a dit qu'il l'invitait.</p>
00:32:32:06	<p>Ce n'est qu'au... Et il l'a expliqué à ses conseillers clairement à un moment donné. Parce que ça a continué au mois de décembre, janvier, et c'est en février qu'il a répondu. « Pourquoi... » Le deuxième point. « Est-ce que la chose québécoise est mûre ? », demanda-t-il à ses conseillers. « Est-ce que la chose québécoise est mûre ? » Est-ce que la mayonnaise de la réforme constitutionnelle prend au Québec ? Donc, est-ce que la chose française est mûre ? Deuxièmement : « Comment accepteraient-ils mon message de liberté ? » C'est les deux questions. Où en est la situation constitutionnelle ? Est-ce que je peux faire un poids, un apport ? Et mon apport à moi, c'est la liberté. Et il n'était pas sûr de la réponse. Et c'est pour ça qu'il ne voulait pas venir. Il ne voulait pas venir inaugurer les bouquets de fleurs. Il ne voulait pas venir présider blablabla. À l'âge qu'il avait, et avec le poids international et historique qu'il avait, il voulait le mettre au service du Québec, des francophones. Mais est-ce que c'est mûr ?</p>
00:33:53:17	<p>Alors le temps passe et finalement, au mois de février, il a décidé de venir. Sachant ce qu'il allait dire, il se disait : « Si je n'y vais pas maintenant, je ne pourrai pas y aller. Mais je vais y aller. » Et il a décidé d'y aller. Et il a rencontré, au mois de mai, donc avant... Il est venu ici au mois de juillet. M. Johnson est allé à Paris au mois de mai. Et il a expliqué sa réforme constitutionnelle, ce qu'il voulait obtenir de la réforme constitutionnelle, les deux nations, etc. Et l'importance pour M. Johnson de la présence du général de Gaulle, qui va être d'un appui, qui va sortir de l'ombre cette négociation entre le Québec et le reste du Canada. Qui va l'internationaliser, donc mettre un poids considérable sur les épaules du Canada. Donc le Québec n'est plus petit, simple. Cette négociation est sortie des arcanes du gouvernement fédéral d'Ottawa.</p>

00:34:55:23	<p>Et pour montrer jusqu'à quel point le Canada comprenait bien la chose. Paul Martin, la veille de l'arrivée de M. Johnson... Paul Martin, qui était ministre des Affaires extérieures du gouvernement Pearson, a déclaré à Halifax, je crois, pour bien montrer la volonté du gouvernement canadien... Il a déclaré que, parlant du voyage de M. Johnson, que « l'autonomie provinciale »... Faut comprendre pourquoi il dit « autonomie provinciale », c'est-à-dire que le Québec prétendait avoir des droits exclusifs en éducation par exemple. Et que, parce qu'il avait des droits exclusifs en éducation, il avait le droit de négocier avec les autres pays, sur les questions d'éducation par exemple. Donc, « l'autonomie provinciale appliquée aux relations internationales conduit à la destruction du Canada ». Dès ce moment-là, la grande peur, parce que pour eux, le Canada... leur responsabilité internationale est l'existence même du Canada. Donc, aucune province ne peut discuter avec qui que ce soit sans que nous, on soit assis là. Silence dans les rangs !</p>
00:36:08:06	<p>Le silence dans les rangs, il ne pouvait pas l'avoir, parce que le général de Gaulle était tout à fait indépendant et M. Johnson, lui, avait besoin de briser ce silence au Canada. Alors ça se passe sous nos yeux, ça. Ça explique ce qui va se passer après ça. Alors donc, le voyage du général commence au mois de... Et dès le début, enthousiasme populaire. Et il y a eu un banquet, comme celui de 60, dans la salle de bal du Château Frontenac. Le banquet d'État. On voit là le général de Gaulle et M. Johnson, Jean Marchand, qui représentait le fédéral, et tout ça.</p>
00:36:52:15	<p>Je vais vous citer une phrase parce que c'est important, c'est la clef de toute la compréhension de ce qui va se passer. Ce n'est pas « Vive le Québec libre ! » Écoutez cette phrase de ce banquet, où tout le monde avait les oreilles sorties. Le général dit : « On assiste ici... » Donc, au Québec. « On assiste ici, comme dans maintes régions du monde... » Donc, ce n'est pas nouveau, ce qui se passe ici. Ce n'est pas une révolution, ce n'est pas la fin du monde. Donc, « On assiste ici, comme dans maintes régions du monde, à l'avènement d'un peuple qui, dans tous les domaines, veut disposer de lui-même et prendre en main ses destinées. » Le Québec a évolué, il est maintenant fort, il est maintenant fier et il veut, dans tous les domaines, disposer de lui-même, décider de lui-même de son avenir et prendre en main ses destinées. Donc, il prend l'image de ça et voilà, selon moi, où le Québec est rendu.</p>
00:37:57:28	<p>« Qui donc pourrait s'étonner ou s'alarmer d'un tel mouvement, aussi conforme aux conditions modernes de l'équilibre de notre univers et à l'esprit de notre temps ? » Faut se souvenir que dans les années 60, 61, 62... des dizaines de pays, anciennes colonies, africaines ou asiatiques, ont eu accès aux Nations unies. Ça a doublé le nombre de pays. Donc, c'est ce qu'il dit, on ne peut pas être surpris de ce qui se passe, et c'est conforme à ce qui se passe ailleurs. « En tout cas, dit-il, cet événement... », cette volonté du Québec, « c'est de toute son âme que la France le salue. » Donc, il prend acte qu'ici, au Québec, comme ailleurs, il y a cette volonté de se prendre en main. Et il se félicite de ça. Et la France va en prendre acte.</p>

00:38:55:25	C'est très important, parce que le reste va s'ensuivre. La clef de l'opération, c'est ça. « Voilà, pour moi, où le Québec est rendu. Nous, la France, nous sommes fiers. Maintenant, je suis prêt à vous aider. » Alors le reste continue, et il arrive ici à Montréal. Il a réalisé, dans cette journée-là, que ce qu'il avait dit la veille, au Château Frontenac, il l'a senti tout le long. Il y avait une espèce de sentiment de défoulement de la part des populations. Je peux en témoigner, j'étais dans la troisième voiture à l'arrière, quand on a traversé, entre autres, ici à Montréal. Une espèce de fierté d'être français pour la première fois, c'est-à-dire d'avoir une langue française et de l'utiliser, sans gêne. Alors que très souvent, on était un peu peureux d'affirmer ça.
00:39:51:20	Et puis il est allé à l'extrême de son affaire. « Vive le Québec libre ! » Alors on sait le résultat de tout ça. Mais 5-6 jours après, de retour à Colombey, le général de Gaulle a expliqué aux gens qui étaient là : « Oui, peut-être, je suis allé trop loin. » On revient, là : « Sont-ils mûrs ? Peut-être que je suis allé trop loin. Mais à l'âge que j'avais, j'étais le seul qui pouvait dire ça. Qui demain aura le culot de le dire ? » Donc de Gaulle était bien conscient, et il faut comprendre que de Gaulle a, à ce moment-là, je ne sais plus, 77 ans. Johnson en a 51. Et ça va revenir, parce que à la suite du voyage de de Gaulle, il y a Alain Peyrefitte que de Gaulle envoie pour négocier, multiplier les ententes entre la France et le Québec. Et M. Peyrefitte est porteur d'un message que le général a écrit de sa main, alors qu'il était en voyage, à ce moment-là, en Pologne.
00:41:02:02	Alors dans ce voyage en Pologne, dans cette lettre-là, le général écrit : « Ne croyez-vous pas que nous devrions accélérer le mouvement ? » Alors à l'âge qu'il a, pour lui, le temps compte. Mais pour Johnson, il répond, lui, avec les problèmes économiques à résoudre. Donc Johnson est plus conscient de toutes les étapes qu'il faut faire avant d'arriver plus loin et que deuxièmement, lui, il a un peu plus le temps de préparer les choses. Alors que de Gaulle, lui, avait de moins en moins le temps. C'est incroyable, mais finalement, c'est Johnson qui meurt avant de Gaulle. Johnson meurt en 69 et de Gaulle, l'année suivante.
00:41:51:10	Alors ça s'est joué autour de ça. Donc, il y a toutes sortes de façons de voir ce voyage ou de le comprendre. Alors c'est une façon par l'intérieur.
00:41:57:17	YB : Alors c'est vous qui avez mené les discussions avec le ministre français Alain Peyrefitte et Bernard Dorin sur les accords Peyrefitte-Johnson. Dans quelle mesure ces accords ont-ils structuré la coopération franco-québécoise ? Parce que tout part de là.
00:42:12:09	MM : Oui. Il y avait au départ deux ententes avec le Québec, mais très fermées, autour de quelques thèmes. Avec Peyrefitte-Johnson, on élargit énormément. Ça va d'un office franco-québécois de la jeunesse, qui sera créé dans les jours suivants... Des centres de recherche, de pédagogie, des échanges de fonctionnaires, des bourses d'études pour les Québécois qui vont étudier en France, des échanges de professeurs... Je veux dire, on élargit toujours autour du thème de l'éducation parce que pour l'instant, les besoins du Québec étaient là, en éducation. Alors on est partis de là.

00:42:51:29	Mais c'est ce qu'on appelle une coopération d'État à État. C'est l'État France et l'État Québec. C'est donc les gouvernements qui fabriquent. Donc il encadre jusqu'à un certain point l'ensemble de ces thèmes-là, et avec le temps, ça va aller jusqu'à l'économie, puis ça va aller du côté de la science. Donc, l'État se donne des responsabilités dans la coopération. Faut toujours dire que c'est l'État, parce que ça n'empêche pas les gens, individuellement, d'aller en Europe, les compagnies... Ça, c'est le train-train quotidien. Mais on parle, nous, des questions d'État.
00:43:27:07	L'autre point, c'est que pour vous donner une idée à quel point on éclate. En 67, quand on a commencé ça, on était probablement à 1 200 000 \$, pour les coûts de coopération d'État. En 70, on était rendu à 10 000 000 \$. Donc, en l'espace de quelques années, ça a monté, monté. Et on a multiplié par 10 en l'espace de trois ans. C'est pour montrer que le volume, la qualité, la quantité, le nombre de dossiers a progressé énormément.
00:43:59:11	Et à l'intérieur de ça, ce qui est très, très important, c'est que déjà, on est passé à l'enseignement technique. C'est-à-dire d'organiser des stages. Et le grand succès, c'est les fromages. C'est déjà à cette époque-là que l'association des stages français sélectionnait des gens ici, et l'agriculture faisait partie des choses, les fromages... Et c'est comme ça que le Québec a beaucoup appris à faire des fromages, de type fin, français. Ils viennent de cette coopération, de ces années-là. Alors c'est vrai dans beaucoup d'autres domaines.
00:44:32:08	Donc, c'était très, très large. On est passé d'éducation au sens restreint à formation.
00:44:38:14	YB : Parce que c'est à titre de ministre de l'éducation que vous participez à ces échanges, à ces discussions.
00:44:45:12	MM : Oui, ce qui est arrivé, c'est que... Oui, exactement, j'étais ministre à l'éducation à ce moment-là. Et ce qui est arrivé, malheureusement, c'est que M. Johnson attachait beaucoup d'importance à ça. Mais dans les jours précédents, il a fait une thrombose ici, à Montréal, à l'occasion du mariage de son fils aîné, Daniel. Il a senti un malaise et le dimanche matin, il a été hospitalisé, et il y avait la grève des anesthésistes. Finalement, il a été installé à l'hôtel Bonaventure, où il avait une suite pour l'Expo. C'est là que je suis allé accueillir, en son nom, M. Peyrefitte à l'aéroport. Avec M. Peyrefitte et André Patry, on a rencontré M. Johnson en fin d'après-midi. Il était en robe de chambre, je veux dire, c'est un effort extraordinaire qu'il a consenti.
00:45:37:22	Donc pendant une heure de temps, il y a eu cet échange de lettres du général de Gaulle, quelques mots... Il m'a donné toute l'autorité devant Peyrefitte que « Marcel Masse a toute ma confiance, il va vous diriger ça, sur quoi que ce soit. J'espère qu'on aura l'occasion de se revoir bientôt. » Alors, le lundi, on est partis, et le lundi, le mardi, on a travaillé les négociations. Finalement, Peyrefitte... Ils se sont rencontrés, je crois, le mercredi ou le jeudi, pour signer les accords qui ont fait les accords Peyrefitte-Johnson.
00:46:05:18	Mais toute la négociation, évidemment, avait été faite au ministère de l'éducation avec des hauts fonctionnaires de Peyrefitte et des hauts fonctionnaires du ministère. Alors c'est comme ça que ça s'est passé, mais ça a donné une impulsion très, très, très importante et très large. C'est autour de ça que se sont ajoutés, volet par volet, tous les domaines. Et à un moment donné, les domaines très importants de l'économie.

00:46:30:15	YB : En 1969, vous allez diriger la délégation québécoise à la conférence des pays de langue française à Niamey. Quelles leçons en tirez-vous pour la francophonie et pour le triangle Québec-Paris-Ottawa ?
00:46:43:20	MM : Alors, on se souvient, on en a parlé au cours de notre entrevue. Le président Senghor, du Sénégal, avait rencontré en septembre 66, si je me souviens bien, le premier ministre du Québec, Daniel Johnson. Il avait été question, pour la première fois, de la francophonie. Et Daniel Johnson avait insisté : le Québec veut être partie de ça directement, et non pas à travers le Canada. Parce qu'il a besoin de sa présence dans la francophonie. Alors à partir de là, l'idée a eu son cours et pour ma part, je me retrouve, au moment où on parle, ministre du ministère des Affaires intergouvernementales, et c'est là que se fait la négociation.
00:47:22:12	Il va sans dire que le Canada aussi veut être partie de la francophonie. La position du Canada, c'est que le Québec doit être dans la délégation canadienne. Et le poids du Québec pour élargir ce carcan se fait avec la France. Et parce que la France, aussi, veut avoir ça, mais ne veut pas abandonner le Québec le long de la route, pour aucune considération. Donc, au fond, la négociation se fait entre trois : avec le Canada, souvenons-nous de la déclaration du ministre des Affaires extérieures : « C'est la fin du Canada si le Québec a des relations internationales. » C'est aussi clair et aussi précis que ça. Et le Québec, lui, veut se donner de l'oxygène et il veut être directement en relation avec des gens parlant français, et non pas à travers le Canada anglo-saxon.
00:48:18:29	La France, qui joue le moteur parce que la France a un leadership très important dans les nouveaux pays d'Afrique ou d'Asie, donc... Et la France permet au Québec de s'exprimer et d'avoir du poids. M. Johnson meurt. M. Bertrand est premier ministre. M. Bertrand a toutes les qualités du monde, mais il aime pas la chicane, et le fédéral le sait fort bien, donc c'est un grand soupir que d'avoir M. Bertrand là. Alors la négociation se poursuit et le fédéral préfère négocier avec le personnel de M. Bertrand, plutôt qu'avec le ministère des Affaires intergouvernementales.
00:49:03:18	En réalité, quand la réunion commence, c'est pas M. Bertrand qui est là, c'est moi qui suis là. C'est moi qui dirige la délégation de Niamey, avec M. Arthur Tremblay, Guy Frégault, Julien Aubert, deux, trois autres personnes. Et on se rend le samedi... En passant, on est arrêtés à Paris, saluer quelques personnes, puis on se retrouve à Niamey. La réunion commence le lundi. La délégation canadienne est dirigée par M. Gérard Pelletier, secrétaire d'État du Canada, avec Jean-Pierre Goyer, comme deuxième, qui lui, je crois, est avec le premier ministre Trudeau comme adjoint parlementaire.
00:49:47:18	Alors réunion pour faire le point, le dimanche matin. Le fédéral considère qu'il n'y a plus de problème, tout a été réglé entre Marc Lalonde et le premier ministre Bertrand. Alors ils m'expliquent que... Moi, je suis arrivé là en disant : « Au fond, comment voyez-vous ça, vous, le fédéral, la réunion ? » Alors, ils nous expliquent que bon... « Nous, on est là, on est les maîtres... » J'ai dit : « C'est incroyable, j'ai pas la même conception. Moi, je pense que le Québec doit participer pleinement, au même titre que le Canada, et participer, avoir un discours à l'ouverture, etc., etc. Être reconnu comme tel. »

00:50:31:28	<p>Alors là, le fédéral ne comprend plus ce qui se passe. « Oui, mais il y a eu des ententes. » J'ai dit : « Il y a peut-être eu des ententes, mais moi, je ne le sais pas, j'étais pas là. » Alors là, c'était pour eux inacceptable, une position semblable. Mais d'un autre côté, c'est pas une objection. « Voici comment je vois ça. » « Oui, mais c'est pas ça qui a été... » « Ben oui, mais on est ici, on fait quoi demain ? Alors moi, je vous dis que demain, on fait ça comme ça. » Alors là, ça a été une journée épouvantable. Une chance que la délégation canadienne était présidée par Gérard Pelletier qui, quand même en bout de ligne, est un homme calme, serein, et comprenant... Je dis pas « épouser ». Mais comprenant le Québec et pourquoi il voulait faire ça. Alors il y avait toujours de sa part une hésitation à donner des coups de poing sur la table, comme les anglophones qui étaient dans sa délégation ou comme Jean-Pierre Goyer, où à un moment donné je lui ai demandé de le sortir de la salle parce que moi, je sortais si lui sortait pas. Alors c'est pour montrer la violence de la rencontre. Finalement, la chose, après quelques heures... « Bon, très bien, si c'est comme ça, je rentre à Québec. »</p>
00:51:42:06	<p>On est sortis, la délégation québécoise. On est retournés dans nos locaux et on a attendu. C'est peu de temps après que j'ai reçu un petit billet écrit de la main de Gérard Pelletier : « Marcel, faudrait qu'on se rencontre de nouveau. » Parce que de l'autre côté, ils savaient pas jusqu'à quel point... Mais ils se disaient : « Il est assez bête pour le faire. Prendre l'avion et se retourner, et c'est fini. Comment nous, on va expliquer ça, au Canada ? Nous, on va avoir un problème. »</p>
00:52:10:27	<p>C'est sûr qu'il y a un élément de chantage de part et d'autre. Moi, je voulais avoir une souplesse. J'acceptais pas le carcan qu'ils avaient imposé à M. Bertrand. Alors là, Goyer n'était plus là, et avec Pelletier, on se comprend... Finalement, le lendemain, M. Pelletier a fait son discours pour le Canada puis moi, un peu plus tard, j'ai fait le discours pour le Québec. Je me demande même si... Oui, c'est lui qui était le premier.</p>
00:52:34:09	<p>On était juste à côté de la France. Malraux était... c'est des gradins. C'était à l'assemblée nationale de Niamey. Alors Malraux et la délégation française... Nous, on était là. Alors pendant le discours de Gérard Pelletier, Pauline Julien, qui faisait partie des artistes invités, a crié, dans le parlement : « Vive le Québec libre ! » Tout le monde était saisi, d'autant plus qu'au même moment, la caméra de Radio-Canada me filma, au moment où elle criait ça. Il va sans dire que j'ai été sans sourire ni larmes, impassible.</p>
00:53:13:14	<p>Après ça, je suis passé. Le soir, il y a une célébration, une cérémonie à l'ambassade de France. Il y a une table d'honneur. À ma connaissance, le Canada était pas là. En tout cas, il y a une table d'honneur présidée par M. Malraux. J'étais juste à côté de M. Malraux, il y avait trois personnes. Je me suis aperçu au cours de la conversation que M. Malraux était convaincu que la femme qui avait crié ça, Pauline Julien, c'était mon épouse. Là, il y a eu tout un imbroglio autour de ça. Lui, il était allé rencontrer le président Diori : « Contrairement au Canada, il est pas question que vous expulsiez cette dame, qui est l'épouse du ministre québécois... » Enfin, tout un imbroglio, et jamais personne osait dire à M. Malraux que ça n'avait rien à voir avec la réalité parce que Malraux, lui, était parti dans ses concepts.</p>

00:54:04:28	Je donne ça pour dire comment finalement, tout ça est les débuts, je dirais pas côté amateur, mais on a placé les dés aux bons endroits. Dans la délégation québécoise, il y avait Jean-Marc Léger. C'est finalement Jean-Marc Léger qui a été amené comme secrétaire au début, pour préparer les statuts. C'est comme ça que l'agence de coopération culturelle et technique a débuté, au Niamey 1. Et avec M. Mulroney, je me retrouve 17 années plus tard, au premier sommet des pays francophones, à Versailles.
00:54:43:17	YB : Oui, parce que quand vous revenez en politique, en 84, vous êtes au gouvernement fédéral, avec Brian Mulroney.
00:54:49:25	MM : Exactement. La chose a continué. Les années 70 sont passées et il y a toujours eu ce tirage entre les deux. Et finalement, les chefs d'État veulent faire de l'agence de coopération culturelle et technique, qu'on avait créée à Niamey en 69, 70, donner plus de statuts et appeler ça le sommet des chefs d'État. Que faire avec le Québec ? Parce que le Canada, lui, était pour le sommet des chefs d'État, le Canada de Trudeau. Parce que c'était une façon d'envoyer le Québec dans les cuisines de l'opération. Parce que le Québec est pas chef d'État, le chef d'État, c'est les affaires extérieures.
00:55:36:28	Alors le Québec ne voulait pas, René Lévesque ne voulait pas de cette affaire-là. Et ils ont fait pression sur Mitterrand qui, au départ, était plutôt avec Trudeau. Et finalement Mitterrand a accepté de ne pas accepter et pendant des années de temps, cette question est restée en l'air à cause, encore une fois, du conflit Québec-Canada.
00:55:57:08	M. Mulroney est élu et il est beaucoup plus sympathique. Il n'a pas cette théorie antiquébécoise de Pierre Elliott Trudeau sur le plan international. Il comprend. Il est issu de Daniel Johnson, Mulroney, pendant tout ce temps-là. C'est le même cercle d'amis, si je peux m'exprimer... Des conservateurs du Québec, il n'y en avait pas des millions. Alors on est plus ou moins tous du même dire quant à la présence québécoise à Ottawa. Alors quand il est arrivé premier ministre, c'était M. Fabius qui était premier ministre de la France. Dès la première réunion, M. Mulroney, publiquement, a expliqué que le Canada allait remplir toutes ses responsabilités constitutionnelles. Néanmoins, il comprenait fort bien que le Québec ait des relations particulières et directes avec d'autres pays, sur des questions de langue et de culture, etc., blablabla.
00:56:54:11	Donc ça permettait d'ouvrir la négociation sur une base plus solide. Et c'est M. Bouchard, qui était ambassadeur à cette époque... Lucien Bouchard était ambassadeur du Canada à Paris... Qui a poursuivi les négociations avec la bénédiction et l'appui de Brian Mulroney. Donc, on se retrouve au premier sommet, à Versailles, pour la première fois. Et je me retrouve à ce sommet, et j'étais, de tout ce monde-là, le seul qui avait été 17 ans au préalable, aux débuts de l'opération, jusqu'à cette réunion-là.
00:57:31:22	Et deux ans après, le sommet a eu lieu à Québec, puis il s'est poursuivi. Donc, c'est à Brian Mulroney qu'on doit, honnêtement, d'avoir accepté la proposition québécoise. Et ça n'a pas mis fin au Canada, comme disait M. Martin.
00:57:47:25	On a toujours exagéré. On a toujours, toujours, dans l'histoire canadienne, fait peur au monde, en disant que si le Québec se réalise de ce qu'il est, c'est la fin du Canada. C'est toujours la même peur, et vous l'avez du début à la fin.

00:58:02:16	Je crois que c'est un des... ce que Johnson appelait le malaise constitutionnel. C'est l'incapacité, pour le Canada, d'accepter que le Québec est une partie du pays, mais avec ce qu'il est.
00:58:18:09	YB : Mais dans ce cadre-là, donc, vous allez établir des liens entre le gouvernement canadien et le gouvernement français. Comment ça s'organise ?
00:58:25:07	MM : Alors j'ai été ministre de différents ministères, des Communications, c'est-à-dire la culture, à toutes fins pratiques, au Canada, de l'Énergie et de la Défense nationale. D'abord, la chose qui reste le plus, c'est TV5. J'ai été réellement à la fine pointe de cette opération-là. Il y avait, avant ça, ce qu'on appelait le canal 99, il y avait un début d'opération entre le Québec et la France, où ils recevaient des bobines...
00:58:56:16	Mais là, avec la nouvelle technologie, les satellites, etc., il fallait faire un effort. Et dès la première rencontre que j'ai eue à Paris avec des représentants français qui étaient Jack Lang, qui était le ministre des Affaires culturelles et M. Fillioud, qui était le ministre des Communications, disons, bien informé par mon ministère sur les capacités techniques, j'ai plus ou moins proposé TV5 avec une participation forte du Canada. TV5 qui apporterait dans chacun de nos pays l'image de l'autre et non pas son image chez lui. Donc c'est un échange.
00:59:35:16	Radio-Canada était plus ou moins intéressé. « Il n'en est pas question ! » « Vous allez être partie. » L'Office national du film... Et Québec a embarqué également. Donc on a été capables d'avoir TV5. Moi, je considère que s'il y a eu des succès de mon action, je l'ai encore et j'en bénéficie régulièrement, je peux vous dire, de l'existence de TV5, qui nous apporte, avec le CRTC... Comment le CRTC pouvait-il accepter des programmations extérieures, alors qu'il voulait tout contrôler ? Le président du CRTC, M. André Bureau, a bien compris qu'il y avait là un système particulier. Et pour pouvoir agir, j'ai proposé au Commonwealth le même système, c'est-à-dire un TV6 avec l'Angleterre, l'Irlande, le Pays de Galles, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et autres, pour le Canada anglais. Donc, d'avoir un équivalent, ce qui permettait plus facilement au CRTC d'accepter ces deux cas particuliers.
01:00:37:28	Heureusement ou malheureusement, le Commonwealth n'a pas accepté ma proposition, ça ne les a pas intéressés. Mais ça a permis... Ça a dédouané. Ça a permis publiquement de pouvoir expliquer qu'il n'y avait pas de privilège, si on avait fait les mêmes. C'est comme ça que TV5 a éclaté. Alors le Québec a participé, la Belgique et tout. Ça, je crois que c'est très, très important dans l'esprit de Daniel Johnson, d'avoir de l'oxygène venant de l'extérieur, de se sortir de cette idée qu'on est isolés, francophones en Amérique. On fait partie d'un plus grand tout. Et TV5 est le bon exemple. Et aujourd'hui, c'est multiplié par les iPod, les iPad. On est branché directement dans les programmes à Paris, comme vous voulez. Il y a un éclatement de ce côté-là. Mais TV5 est le premier qui l'a fait.
01:01:33:29	Deuxième domaine dans lequel j'ai poussé énormément, c'est dans la question des musées, pour pouvoir donner aux musées québécois plus de force dans son... de se rendre accessibles avec la France. J'ai signé un accord, que j'ai proposé, ça a été unique dans le monde, il n'y en a pas eu deux, un accord d'État à État sur la question des musées avec Jack Lang.

01:01:55:21	Malheureusement, ça a pas fonctionné comme je l'aurais espéré parce que c'est les musées d'État canadiens qui ont joué le premier rôle là-dedans parce qu'ils avaient des fonds. Alors que les musées québécois... le gouvernement du Québec n'avait pas mis les fonds au profit des musées du Québec, de sorte que ce n'est qu'à un pourcentage infime que ça a servi aux musées québécois. Je crois que c'est très important, les musées. Pour moi, c'était la question de formation, c'était les champs des expositions, des communications, des catalogues... Mais le Canada en a bénéficié beaucoup, les musées d'État, mais peu, finalement, le Québec.
01:02:39:06	Alors dans le domaine militaire aussi, on a eu une coopération importante, parce que la France a toujours été en dehors du bloc anglo-saxon. Parce qu'il faut pas oublier que dans bien des choses, c'est les États-Unis, l'Angleterre, le Canada, l'Australie et tout. Et la France est un peu en dehors de ça. Alors j'ai joué un certain rôle, de rendre acceptable l'OTAN pour la France, parce que c'était un interdit, de Gaulle était sorti de l'OTAN, Mitterrand et Pierre Joxe voulaient quand même revenir, mais il y a eu un jeu de pied, où le Canada trouvait tout à fait bon que la France participe. Alors finalement, les choses se sont faites. Et aujourd'hui, la France est revenue au commandement militaire de l'OTAN. Et ça a permis, avec Pierre Joxe, d'avoir beaucoup d'échanges de militaires.
01:03:32:19	C'est toute la terminologie, parce que nos militaires, chaque fois qu'ils sortent, c'est toujours dans un bassin anglo-saxon, parce que la France n'est pas dans cette affaire-là. Mais ça a permis à beaucoup de jeunes militaires, des officiers, de pouvoir participer à des événements, des colloques, une réflexion ou de l'entraînement. Mais en langue française. Alors ça a amélioré un peu la situation.
01:03:56:10	YB : Avec la défaite référendaire de 1995, le chef du Parti québécois et premier ministre Jacques Parizeau vous nomme délégué général du Québec en France. Quelles instructions le premier ministre vous confie à ce moment-là ?
01:04:13:03	MM : c'est arrivé un peu par hasard, dans le sens suivant. C'est que j'étais président du conseil de la langue française. J'avais été nommé à la suite d'imbroglis qu'il y avait eu entre Pierre Laporte et Bernard Landry. Finalement, M. Laporte avait démissionné. Lui, il avait été nommé par Ryan. Il avait démissionné du conseil et rapidement, il fallait que le gouvernement nomme quelqu'un, et tout le monde est tombé sur mon nom, bon.
01:04:34:19	Donc, j'étais à la présidence du conseil de la langue française. On s'est rendu jusqu'au référendum, où j'ai démissionné pour pouvoir participer au référendum. Alors Michel Carpentier, qui est secrétaire général du gouvernement, m'a appelé le vendredi. Que là, bon, l'arrêté en conseil était préparé et que lundi, j'allais être renommé au conseil de la langue française.
01:04:57:06	Surprise ! Le lundi matin, tôt, dans la matinée, on téléphone chez moi, et c'est Carpentier qui m'explique : « Il y a un petit changement, j'ai vu M. Parizeau. Est-ce que vous accepteriez d'aller à la délégation du Québec à Paris, plutôt que retourner au conseil de la langue ? » J'ai dit : « J'ai pas d'objection, mais pour quelle raison ? » Il dit : « M. Parizeau veut affirmer clairement la force du Québec. Il considère que vous êtes un élément important et vous lui rendriez service si vous acceptiez ça. » « Bon, écoutez, très bien ! » « Je lui fais le message et je vous reviendrai rapidement. »

01:05:40:14	Et là, j'apprends, quelques heures plus tard, que M. Parizeau a démissionné. Le lendemain, il a démissionné. Et malgré ça, Carpentier m'a appelé, comme quoi l'arrêté en conseil avait été signé et que j'étais désigné à Paris. Alors j'ai rencontré M. Parizeau et pour lui, c'était simple. On a perdu le référendum, mais très peu. 55 000 votes. Il y avait eu, selon les estimés, 60 % des francophones, au minimum, qui avaient voté en faveur. On n'a pas, en France, à s'excuser ou à s'écraser.
01:06:24:02	« Alors vous avez eu une carrière importante à Québec et à Ottawa. Je vous fais confiance. Allez là et il n'y a pas à baisser la tête. Faut affirmer la réalité québécoise telle qu'elle est. »
01:06:39:21	Alors ça a été mon message. De s'assurer que dans cette période de morosité, morosité également en France, c'était la France qu'il visait, où beaucoup des amis du Québec étaient découragés. Qu'il n'y a plus rien qui va se faire. D'avoir quelqu'un qui est capable d'affirmer le message du Québec, d'avoir une explication historique des choses, une vision, une perspective, celle du gouvernement. Et de ne pas arriver chien battu. C'est pas dans mon genre de toute façon, alors c'est peut-être pour ça que finalement Parizeau... Que je connaissais fort bien parce qu'on avait travaillé ensemble quand j'étais au gouvernement du Québec.
01:07:18:06	Alors c'est dans cet esprit-là. Pour arriver à ce faire, j'ai toujours été de ceux qui se disaient qu'il faut se méfier du Quai d'Orsay, faut se méfier des Affaires extérieures. Parce que les ministères des affaires extérieures ont pas de vision de l'avenir, ils n'ont que la conservation du passé. Et pour le ministère des Affaires extérieures de France, c'est le général de Gaulle qui leur a imposé Québec. C'est pas leur vision à eux. Parce que imposer le Québec, c'est changer la réalité Canada-France. Or, les ministères des affaires extérieures, c'est des conservateurs. Eux, ils perpétuent les réalités plutôt que d'assurer les changements.
01:07:58:07	Là, le général de Gaulle n'est plus là. Morosité avec la fin du référendum. On ne peut pas mettre tous nos œufs dans les fonctionnaires du Quai d'Orsay. Voilà pourquoi j'ai décidé d'être présent, non pas simplement à Paris, non pas simplement du Québec à Paris, mais partout en France. Avec les associations France-Québec, avec les départements, avec les communes. On s'est assurés d'être partout, de toutes les façons, de rencontrer les gens, de faire des exposés, de faire de la communication, donc d'aller au-delà du Quai d'Orsay, mais prendre une relation directe avec les politiques et les Français comme tels.
01:08:38:07	C'était, en plus de ça, dans le mouvement à l'époque, mouvement de décentralisation. Donc le Quai d'Orsay était obligé de décentraliser le plus possible ses activités dans les régions, de sorte que en étant présent dans les régions, je n'ai fait qu'accélérer ce qui s'est passé dans les années suivantes.
01:08:57:03	Alors ça a été cette période-là, dans ce sens-là, un délégué politique, dans le sens qu'il y avait une mission politique avec les politiques. Il fallait, même dans cette période de morosité, se redonner du tonus en France.
01:09:15:15	YB : À votre retour au Québec en 1997, quels projets allez-vous développer pour poursuivre ces relations franco-québécoises ?

01:09:27:01	MM : J'ai toujours considéré que la relation franco-québécoise est d'abord et avant tout... La base, c'est l'histoire. Un peu comme quand de Gaulle est venu. La première fois en 60 qu'il a rencontré Diefenbaker, il a commencé par parler de l'histoire. Cette relation privilégiée, exceptionnelle, elle est basée sur une histoire commune, une langue commune, une culture commune. Et en analysant la coopération de ces années-là avec la France, j'ai été un peu estomaqué de voir qu'il n'y avait pratiquement plus rien dans ces aspects-là. Que la balance était beaucoup sur le plan de l'économie, avec quelques petits programmes culturels, mais dans les autres histoires, il n'y avait rien.
01:10:12:20	C'est dans cet esprit-là qu'après avoir consulté des amis, dont un qui est devenu pour moi un ami, Pierre Nora, qui avait lancé l'idée des lieux de mémoire en France, j'ai conçu un projet que j'ai soumis à la commission parlementaire. Et Québec a accepté cette idée d'une commission binationale, donc une commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, qui aurait comme mission d'approfondir nos connaissances historiques mutuelles, d'inventorier les traces de cette aventure nord-américaine, c'est-à-dire Amérique française entre les Français et ceux qui sont devenus les Québécois, et mettre en valeur l'ensemble de ça. Donc, d'avoir des programmes de diverses façons, où on fait l'inventaire et on met en valeur.
01:11:02:19	Donc, j'ai pris la responsabilité, quand je suis revenu, de réaliser cette mission, cette commission. Et elle s'est répandue sur une dizaine d'années que j'ai présidé ça. On a accompli des colloques, des séminaires, on a fait de la commémoration. Et aujourd'hui, ça se perpétue, on en est presque à la vingtième année. Il y a eu deux autres présidents qui m'ont succédé. Après une dizaine d'années, M. André Dorval et M. Denis Racine maintenant. Alors cette chose-là, pour la première fois, on concrétisait la possibilité de créer une association entre ceux qui ont la connaissance, les universitaires, les professionnels des musées, des archives, et les associations, le bénévolat de tous ceux qui sont les pieds, qui font marcher ces choses-là dans la réalité quotidienne.
01:11:53:20	Alors voilà. C'est quelque chose, je pense, dont on peut être fier, parce que c'est pratiquement unique au monde d'être capable d'illustrer notre histoire commune avec si peu de guerre entre nous. Alors qu'en général, l'histoire commune France-Allemagne ou France-Angleterre ou France-Italie, c'est d'abord les guerres. Alors c'est plus difficile de travailler ça. Mais le Québec est un cas d'exception qui fait école actuellement.
01:12:19:22	YB : Maintenant, après 50 ans de relations institutionnalisées, entre le Québec et la France, à votre avis quelles sont les grandes orientations peut-être à questionner, les réalisations à consolider, mais surtout les voies d'avenir à explorer ?
01:12:35:10	MM : Alors je crois qu'après 50 ans, ça a été un grand succès. Il y a peu de relation, de coopération entre États qui ont imaginé autant de programmes et eu autant de succès que la coopération entre la France et le Québec. Par contre, il s'est passé 50 ans. Le monde d'aujourd'hui est différent. L'Europe est de plus en plus l'orientation et la vision de la France et le Québec est de plus en plus, avec les moyens de communication d'aujourd'hui, en Amérique.
01:13:14:22	Donc, le monde a évolué. Il faut tenir compte de ça. Parce qu'il faut continuer. Il y en a beaucoup qui disent que c'est tellement un succès qu'on n'a plus besoin de s'en occuper.

01:13:31:10	Le succès de quoi ? Le succès de la coopération individuelle. C'est par centaines de milliers que les Québécois vont en France. L'inverse est vrai. Les milieux d'affaires, les colloques d'universitaires, les échanges de professeurs. Il n'y en a jamais eu autant qu'il y en a maintenant. Donc, il n'y a pas lieu de dire que la chose a diminué. La question qu'il faut se poser, c'est que la coopération, c'est d'État à État. Comment l'État investit pour l'avenir ? Comment l'État, dans quels programmes, s'assure que lui peut faire des choses que les autres peuvent pas.
01:14:11:24	Je vais donner un exemple. Quand on a commencé la coopération, j'ai parlé des fromages. Par exemple, les programmes ASTEF qu'il y avait à cette époque-là, qui ont permis des séjours, d'organiser des séjours pour les fromagers, et que ça a donné des résultats. Donc, c'est l'État qui a commencé. Le résultat, c'est la coopération réelle qui continue.
01:14:31:17	C'est la même chose dans les autres domaines. Est-ce qu'il y a encore des thèmes qui peuvent être développés ? Prenez par exemple... Le premier ministre Charest a fait une démonstration exceptionnelle sur le plan international. Il a conduit lui-même toute la négociation avec le gouvernement français sur la reconnaissance, non plus simplement des diplômes, mais l'interchangeabilité des individus dans un certain nombre de professions. Il n'y avait que l'État qui pouvait faire ça.
01:14:58:16	Donc faut faire attention de dire « La coopération a été un grand succès, on n'a plus besoin de s'en occuper. » Si on fait ça, c'est une des plus graves erreurs. Et c'est ça qui actuellement me rend un peu pessimiste. C'est que l'impulsion qui avait été donnée à la coopération, cette impulsion-là a eu un grand succès, mais actuellement, on ne sent plus ça.
01:15:21:20	Dans les partis politiques, jamais, dans un programme politique ou dans un texte d'élection, il est question de la coopération France-Québec. C'est totalement disparu. Dans les débats à l'Assemblée nationale, jamais ou à peu près il n'y a de question. Il n'y a jamais un comité de parlementaires qui siège sur la coopération France-Québec. Donc, institutionnellement, tout a été fonctionnarisé entre les mains de quelques-uns. Et c'est de fonctionnaire à fonctionnaire qu'on joue avec le résidu des quelque... du peu d'argent qu'il reste à faire.
01:15:58:23	Il n'y a pas la vision, il n'y a pas l'impulsion. Il n'y a pas la volonté d'en haut. De sorte que le danger qui nous guette actuellement, c'est de ne plus avoir d'espace nouveau, de ne plus avoir d'initiative. C'est autour de ça qu'il faut se replacer. Dans le monde d'aujourd'hui, du Québec en Amérique, de la France en Europe, de la mondialisation, de l'explosion des technologies de communication, comment dans ce jeu-là, nous avons encore besoin de l'oxygène français. Est-ce que, oui ou non, ce qui motivait Daniel Johnson, « Il faut ouvrir le monde de façon telle qu'on ait une communication pour se convaincre qu'on n'est pas isolés en Amérique du Nord. » On n'est pas un résidu d'histoire, nous. On fait partie de l'histoire contemporaine, et on le fait à travers la communication et non pas simplement à travers les frontières de pays.

01:17:01:15	Nous, on est de ceux qui ont imaginé un monde nouveau. La relation Canada-États-Unis, la relation Chine-Russie, c'est des relations d'État. Nous, on perçoit à travers ça pour se rejoindre dans une culture qu'on veut commune, une langue qu'on veut commune, une histoire qu'on veut commune, et c'est à cause de ce passé, de ce besoin d'aujourd'hui, de se sortir de ce sentiment toujours imaginaire que nous possédons d'être isolés, de toujours avoir le modèle des États-Unis ou le modèle du Canada anglais. Nous avons besoin d'un autre modèle de culture, tout en étant nous.
01:17:41:26	Parce que c'est ce modèle qui abreuve nos racines, parce que c'est les mêmes racines. Et dans ce sens-là, je crois que l'État du Québec, si l'État veut être responsable devant son avenir, en tenant compte des besoins d'aujourd'hui qui s'expliquent par son passé, l'État doit revenir à des projets imaginatifs, il doit faire partie de notre débat national, et non pas être quelque chose qui est assuré, qui se fait sans que personne s'en rende compte. Ça doit faire partie de notre débat national. La coopération avec la France, avec la francophonie, sert encore d'oxygène et alimente notre esprit. Ça, il faut s'en assurer, il faut pousser les politiques à redonner l'impulsion qu'il y a déjà eu dans la coopération, que je sens s'éteindre graduellement.
01:18:34:14	YB : Je vous remercie beaucoup pour cette vision éclairante. Mais aussi, vous avez fait en réalité démonstration que la perspective historique permet de prendre une distance, mais permet surtout de se projeter dans l'avenir.
01:18:49:11	MM : Moi, je crois... Exactement. C'est la connaissance de l'histoire des événements ou des choses qui nous permet de comprendre où nous en sommes aujourd'hui, et qui enlève cette horizontalité de l'immédiat, qui est la formation et l'information d'aujourd'hui. Il faut aller de la base en haut, C'est-à-dire on est du côté du vertical. Dans ce sens-là, la compréhension de l'importance de la coopération entre la France et le Québec nous oblige également, les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui, à poursuivre avec imagination, avec volonté, avec dynamisme, cette coopération pour l'avenir. Elle est nécessaire à tout le monde.
01:19:25:28	YB : Enfin, une chose qui est claire au terme de cet entretien, c'est qu'au-delà des initiatives que vous avez menées, notamment avec la commission des lieux de mémoire, vous avez vraiment fait un devoir ici de mémoire et on vous en remercie.
01:19:40:12	MM : c'est un plaisir. Merci !
01:19:42:10	